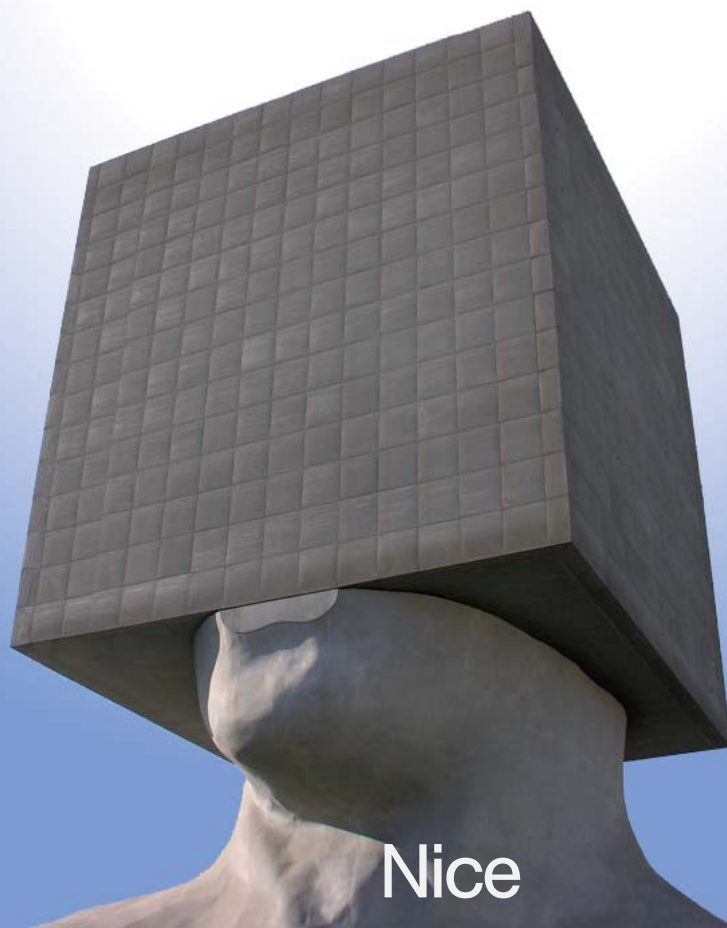


Académie Méditerranéenne Interdisciplinaire des Connaissances



L'EURO, CRISE DE CROISSANCE OU PSYCHODRAME

Conférence présentée par Jean-Antoine Giansily,
ancien Vice-Président de la Commission des budgets du
Parlement européen, Vice-Président du CIFE



Nice

L'EURO, CRISE DE CROISSANCE OU PSYCHODRAME

Jean-Antoine Giansily

1- La création de l'euro

Je vais, dans cet exposé, vous donner ma position sur l'euro. Elle est évidemment de parti pris puisque ce que j'ai fait pendant toute ma vie politique a contribué à son adoption. En effet, si je ne dois retenir de trente ans de militantisme et dix-huit ans de mandats électifs qu'une seule chose, c'est ma contribution à l'adoption de la monnaie unique. C'est la raison pour laquelle, et vous le verrez dans mon exposé, je suis aujourd'hui consterné, le mot n'est pas trop fort, par les attaques dont l'euro fait l'objet.



En 1972, je suis entré au ministère des finances et j'ai adhéré, la même époque, au centre national des indépendants et paysans, parti politique créé en 1949 par Roger Duchet et Antoine Pinay. J'en ai été le président pendant quatre ans entre 1992 et 1996. Ce parti était profondément européen. En effet, Antoine Pinay, avait nommé, le 13 août 1952, Jean Monnet au poste nouvellement créé de président de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). Le CNI fut donc le parti de la construction européenne. Il avait à l'époque de grosses difficultés avec le RPF qui était alors contre l'Europe en général, et contre l'Allemagne en particulier. Les gaullistes s'opposèrent au Parlement, l'année suivante, à la Communauté Européenne de Défense (CED) qu'ils firent repousser en mêlant leurs voix à celles des communistes et d'une partie des socialistes.

Donc à partir de 1956, il fut décidé de repartir sur des bases nouvelles pour la construction européenne. C'était celles de la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services. Elles ont débouché sur le traité de Rome qui fut amplifié, le 21 janvier 1963, par le traité franco-allemand de Paris qui décida de créer, au sein de l'Europe des six, un certain nombre de politiques communes et notamment la « politique agricole commune ». Celle-ci a fait la prospérité des agriculteurs français et européens parce qu'elle permettait d'échapper au système américain qui fixait les prix des matières agricoles à la bourse du commerce des grains de Chicago, et cela grâce aux « montants compensatoires monétaires- MCM- » qui permirent à l'union européenne de compenser la différence entre les cours internationaux et ceux que nous souhaitions pour nos productions.

Il est statistiquement prouvé que lorsque survient un excédent de production agricole de 5 %, les cours baissent de 35 % et inversement, s'il y a une baisse de 5 %, l'augmentation des prix est aussi de 35 %. C'est alors, après les élections législatives, que je fus désigné, au sein de la Commission Europe du CNI, comme le secrétaire du Président Bertrand Motte, homme exceptionnel, président du groupe CNI entre 1958 et 1962, le plus important alors du parlement français dont faisait partie Giscard d'Estaing et Antoine Pinay. Européen convaincu, il m'a chargé de rédiger, en avril 1978 –j'avais alors 31 ans- le projet du CNI pour l'Europe en liaison avec les mouvements européens fédéralistes. Parmi ces fédéralistes, il y avait Louis Leprince-Ringuet, que nous étions allés voir avec le Président Motte. Ce texte, relativement court, contenait un certain nombre de propositions qui ont été mises en œuvre depuis comme :

- ▀ la création d'un passeport européen,
- ▀ la nomination d'un ministre des affaires européennes,
- ▀ la création d'une monnaie européenne

En ce qui concerne la partie économique et monétaire, celle-ci m'avait été confiée, en raison de mon appartenance au Ministère des Finances. Le texte économique se concluait par la phrase suivante, que j'avais rédigée, sous la conduite de Bertrand Motte, avec l'accord de tous : « *On ne peut répondre à la crise économique que par le dynamisme et l'imagination. Ce ne sont pas les vertus dominantes du dirigisme. La vérité économique de l'Europe, appelle la perspective lointaine et finale d'une politique monétaire dégagée d'un système de taux de change interne plus ou moins fixe et un libre-échange des marchandises et des capitaux dans un système monétaire européen unique* » (1) J'avais recherché une formule assez conceptuelle pour convenir à une monnaie européenne, et en même temps consensuelle pour être acceptée par les membres du parti, très attachés au franc « Pinay » de 1958, qui était un peu le « fonds de commerce » des Indépendants de l'époque.

Le parlement européen fut élu au suffrage universel pour la première fois en 1979 et renouvelé en 1984. Pour les élections suivantes de 1989, la liste qui portait ce projet de monnaie unique était conduite par Giscard d'Estaing et Alain Juppé, tous deux inspecteurs des finances et convaincus de la nécessité de faire la monnaie européenne. Cette année là, le gouvernement était dirigé par Michel Rocard, lui-même européen convaincu, sous la présidence de François Mitterrand. Cette campagne ne fut pas un affrontement droite-gauche, mais un vrai débat sur l'avenir de l'Europe. Pendant cette campagne, Valéry Giscard d'Estaing avait fait la plaisanterie suivante : « *Le paradis européen peut devenir l'enfer européen. Dans le paradis européen, le cuisinier est français, le policier est anglais, le chef d'entreprise est allemand, le banquier est suisse et le « latin lover » est italien. Dans l'enfer européen, le cuisinier est anglais, le policier est allemand, le chef d'entreprise est français, le banquier est italien et le « latin lover » suisse* ». Cela voulait dire que, si on n'avait pas donné au préalable une direction précise à ce que l'on voulait faire ensemble de l'Europe, on vivrait avec les mauvaises habitudes des uns et des autres, et que le système partirait dans tous les sens.

Il se trouve que le traité de Maastricht a été signé quelques semaines avant la chute du mur de Berlin. En 1992, la France l'a ratifié par référendum. A la suite du décès accidentel le 13 août d'Yvon Briant, j'ai été élu Président du CNI et, en 1994, je suis entré au parlement européen. Jacques Chirac avait décidé que les députés européens du RPR devaient être choisis en fonction de leurs compétences. Par exemple, pour les questions de bioéthique et de médecine, furent désignés les professeurs Christian Cabrol et Alain Pompidou. Pour les relations étrangères, ce fut Hélène Carrère d'Encausse. Christian Jacob représentait l'agriculture. Je me suis ainsi retrouvé à la commission des finances européennes dont je fus élu vice-président en janvier 1997 et simultanément nommé membre de la sous-commission monétaire. Pendant cette période, je faisais un tour de France des Chambres de Commerce pour présenter l'euro.

Un jour, j'étais à une conférence dont la vedette était Jean- Claude Trichet, alors gouverneur de la Banque de France, qui raconta l'anecdote suivante : « *Quand on a voulu expliquer, en 1993, ce qu'était le projet de l'euro, on a envoyé un professeur d'économie à New-York, en le chargeant d'expliquer aux banquiers américains ce qu'allait être l'euro. Le professeur entre dans la salle et s'installe au pupitre. Il constate que la salle est totalement vide. Arrive alors un petit monsieur qui accroche son chapeau à la patère et s'installe au premier rang. Le professeur se donne 20 minutes de grâce, sans succès, et fait*

son exposé. A la fin, il plie ses papiers et s'apprête partir. Le petit monsieur lui dit alors : je vous en prie, ne partez pas, je suis l'orateur suivant ... »

Pour Jean-Claude Trichet, cette anecdote était symbolique de la situation de 1993 : aux Etats-Unis, personne n'a jamais cru que nous ferions l'euro. Heureusement car, s'ils l'avaient cru, jamais ils ne nous auraient laissé faire. Tous leurs économistes, universitaires ou banquiers, déclaraient que nos économies étaient trop divergentes pour que l'on puisse réaliser une monnaie unique parce que l'on aurait à régler trop de problèmes de coordination entre les Etats membres. Mais les raisons étaient ailleurs : la divergence des monnaies à l'intérieur du SME (Système Monétaire Européen) qui avait succédé aux montants compensatoires, avait permis à un grand nombre de spéculateurs, dont un que je n'hésite pas à qualifier d'escroc international, Georges Soros, qui avait fait fortune en jouant en permanence avec les devises européennes du serpent monétaire de l'époque, attaquant l'une ou l'autre avec des masses financières considérables. La mise en œuvre de l'euro était donc destinée, entre autres, à lutter contre la spéculation monétaire.

Donc personne ne croyait que nous ferions l'euro et pourtant nous l'avons fait. Mais on est parti sur des bases qui me convenaient personnellement assez peu : en politique, on est parfois obligé de s'incliner devant les positions majoritaires. C'est ainsi que j'ai rédigé le rapport sur les réserves en devises dans la troisième phase de l'union économique et monétaire, au nom de la sous-commission monétaire du Parlement, mais en étant souvent mis en difficulté par les collègues britanniques, qui décidé à ne pas y entrer, voulaient un édifice le plus fragile possible. Alors que nous avons aujourd'hui une crise liée à la question des réserves, je me sens parfois un peu responsable de ne pas avoir été assez tenace lors des débats en commission.

J'avais proposé que 50 % des réserves européennes soient libellées en or. Or on ne m'en n'a concédé que 15 %. On était déjà pourtant alertés par l'expérience de la décision prise par le président Nixon le 15 août 1971, de dénoncer les accords de Bretton Woods.

Ces accords stipulaient que les Américains s'engageaient à racheter tout l'or qu'on leur présenterait sur la base de 5 dollars l'once (28 grammes) Sa valeur a depuis été multipliée par près de 400, puisqu'aujourd'hui, 11 octobre 2011, l'once d'or est à 1928 dollars.

Lorsque les Américains s'étaient engagés dans cet accord, ils possédaient à Fort Knox, 21.700 tonnes d'or. Les Suisses en avaient 1.200, la France 487, la Bundesbank (Buba) zéro. Aujourd'hui, les Américains n'ont plus que 10.000 tonnes d'or, la Suisse 1.400, la France 3.000, la Buba 3.400 et l'ensemble de l'union européenne 12.700. Ceux qui suivent les marchés peuvent constater que depuis quelques semaines, les banques centrales sont en train de renforcer leurs réserves en or, preuve de la défiance croissante envers le papier-monnaie.

Intellectuellement, je m'inscrivais dans la lignée de Jacques Rueff, qui fut l'inspirateur du plan Pinay-Rueff de 1958, lequel fut à l'origine de la prospérité des « *trente glorieuses* » grâce au nouveau franc dont il ne faut pas oublier qu'il est issu d'une dévaluation de 18,25 %. Aujourd'hui, on ne peut plus dévaluer puisque l'on est dans l'euro, sauf que même si nous le pouvions, nous serions ruinés car dans un monde globalisé, presque tous nos approvisionnements, notamment pour l'automobile (charbon, fer) sont importés, ce qui nous mettrait dans une situation intenable.

En dénonçant les accords de Bretton Woods, Nixon a pris une décision politique : les Américains étaient dans une situation dramatique du fait de la guerre du Vietnam. A l'époque, le premier producteur mondial d'or était la Russie. Les Américains devaient donc acheter l'or qui se présentait sur le marché au prix fixé à Bretton-Wood. Avec les sommes recueillies, les Russes finançaient le Viet Minh pendant que l'épargne américaine était stérilisée dans les réserves de Fort Knox.

Mais ensuite, on est entré dans une spirale de désordre des monnaies que l'on n'a jamais réussi à arrêter.

2- L'euro aujourd'hui

Aujourd'hui, nombre de théoriciens de l'économie parlent de l'euro et de ses risques. Dans « *Le Monde économique* », j'ai trouvé, en gros titre « *Zone euro : comment éviter la catastrophe* »(2) ce qui n'a aucun sens. Ce n'est que l'opinion d'un économiste, mais il ne faut jamais oublier qu'en économie, il y a autant d'opinions que de professeurs d'économie.

Lorsque j'étais à Istanbul, j'organisais tous les ans une conférence suivie d'un déjeuner, avec un professeur d'économie de l'Université de Galatasaray qui parlait un français parfait. En 2005, pour la quatrième édition du débat il a commencé son intervention de la manière suivante : « *Je remercie Monsieur Giansily de m'avoir de nouveau invité, mais je voudrais, avant tout, remercier le cuisinier parce que, comme depuis quatre ans tout ce que je vous ai dit s'est trouvé totalement démenti par les faits dans l'année qui a suivi, je ne peux croire que vous veniez ici pour m'écouter. Je pense que vous venez plutôt pour l'excellence de la cuisine !* »

Comme le disait mon grand maître Jules Monnerot « *Les faits sociaux ne sont pas des choses* ». Les faits économiques non plus. On peut essayer de mettre les faits économiques dans des boîtes, des projections et des statistiques, cela ne marche pas. Et comme il fallait s'y attendre, les choses ne se sont absolument pas passées pour l'euro comme elles auraient du, si l'on s'en tient uniquement à nos prévisions.

Lorsqu'il s'est agi de désigner les responsables de la BCE (Banque Centrale Européenne), il fallait avant tout savoir comment ceux-ci fonctionneraient, le rôle majeur étant celui d'une autorité qui arbitrerait les politiques de création monétaire des Etats.

Or, la création de monnaie est un élément majeur de la lutte contre l'inflation. Le choix des hommes était donc crucial. Comme on ne pouvait pas d'entrée de jeu, désigner un Allemand, nous avons choisi pour quatre ans le gouverneur de la banque de Hollande, Wim Duisenberg, avec un premier vice-président français, Christian Noyer devenu depuis Gouverneur de la Banque de France (3).

Dans la BCE, il n'y a pas de gouverneur mais un Président qui n'est pas en charge d'une Banque centrale d'un Etat-membre parce que c'est un institut de coordination. A partir du moment où l'on a la gouvernance à la fois de l'émission des taux de crédit et du refinancement des banques qui en est le corollaire, on tient tout le système bancaire. La BCE n'est pas une banque centrale qui aurait toutes les prérogatives, mais un organisme fédéral où chacun contribue à concurrence des relations entre sa population, son produit intérieur brut et sa croissance. C'est la raison pour laquelle M. Trichet n'est pas le gouverneur de la BCE mais le président du conseil où siègent les gouverneurs de toutes les banques centrales qui ont toutes gardé la possibilité d'amener ce qui faisait l'objet de ce rapport, c'est-à-dire les réserves de leur Banque centrale au profit de la nouvelle monnaie qui est une monnaie unique fédérative.

On peut ainsi avoir un équilibre entre les monnaies. Cet équilibre est défini dans le traité de Maastricht par les critères de convergence. Ceux-ci sont définis, pour certains, comme si l'on avait, à l'époque, onze pays dont les trains partaient de onze gares pour arriver ensemble dans une même gare.

Cela est évidemment faux et stupide. Les critères de convergence, ce sont onze trains qui roulent en parallèle. Si on veut les mettre sur une seule voie, il faut qu'ils roulent à la même vitesse, qu'ils accélèrent en même temps et que les passagers puissent passer d'un train à l'autre.

On a donc fait converger toutes ces monnaies à travers trois critères de base : l'inflation (pas plus de 3 % en moyenne annuelle) le déficit budgétaire, qui devait être limité également à 3% du PIB et la dette de l'Etat (qui variait à l'époque entre 20 et 60 % suivant les pays) et qui ne devait en aucun cas dépasser les 60% du budget annuel. A partir du moment où les critères de convergence étaient retenus, on s'est demandé ce qui se passerait si certains pays ne les respectaient pas. On a donc décidé, à Amsterdam en 1999, que chaque pays renouvellerait l'engagement de la convergence à travers un « pacte de stabilité ». La BCE gérait la monnaie selon des critères stricts, et les Etats-membres géraient leurs finances publiques, dans le respect du Pacte de stabilité. C'était donc la théorie.

Malheureusement, dans la pratique, plusieurs pays, dont le nôtre, se sont bien gardés de le respecter. C'est ainsi que lorsque l'on propose la « règle d'or » pour notre pays, on prend les autres pour des imbéciles. Pour une raison très simple : les traités internationaux sont supérieurs à la constitution du pays. On ne respectera pas plus la « règle d'or » que nous n'avons respecté les traités internationaux.

Mais il s'est produit, à partir des années 2000, deux phénomènes. Le premier c'est qu'à partir du moment où on a créé l'euro, on a privé les spéculateurs de New-York de leur joujou favori qui consistait à acheter des monnaies européennes le matin pour les revendre le soir et rafler leur bénéfice au passage, en attaquant selon les jours le franc, la lire italienne ou le deutschemark. En raison de la disparition du change intra-européen, les spéculateurs se sont alors mis à attaquer le système des bons du Trésor, tout simplement en faisant pression sur les agences de notation pour qu'elles donnent plus ou moins de valeur aux économies dans lesquelles la monnaie circulait pour que le rendement des bons du Trésor soit supérieur.

Mais sur les monnaies, les pays d'Europe Centrale sont alors devenus un terrain de jeu de substitution. Je décris dans ce livre, « Chroniques slovaques », comment, pendant quatre ans, avec mes collègues du Ministère des Finances slovaque et le Gouverneur de la Banque centrale slovaque, nous avons joué avec les spéculateurs *au jeu du chat et de la souris*.

Pour nos industriels, le passage à l'euro était capital. En Slovaquie, 60 % des industries sont françaises ou allemandes. Une Volkswagen « Touareg » ou une Porsche « Cayenne » fabriquées à Bratislava sont transportées en train en Allemagne où elles sont motorisées. La raison, c'est que l'ouvrier monteur de Bratislava accepte un salaire de 800 euros alors que celui de Munich ou de Stuttgart est payé 2.500 euros. Ces véhicules sont exportés pour la moitié, et vendus aux Etats-Unis et au Canada où on connaît le « *made in Germany* » et pas le « *made in Slovakia* ».

Peugeot fabrique aussi à cent kilomètres de Bratislava la 207 et la Citroën C 3 Picasso. Il n'y a pas que le salaire qui entre en jeu, mais aussi la qualité de la main d'œuvre et la cohésion des équipes. Si un jour un ouvrier slovaque est malade, il demande à son cousin de le remplacer. C'est impossible à Aulnay sous Bois !

Autre exemple : en Slovaquie, le numéro un du téléphone est Orange. Le numéro deux est Deutsch Telekom. Les industriels allemands ou français sont donc heureux de l'euro, monnaie unique, alors que sur les anciennes monnaies nationales, ils perdaient sur le taux de change à chaque transaction. Tous les industriels comprennent l'intérêt de l'euro, de même que le ministre slovaque chargé du dossier. Par contre à New-York, le chargé du dossier chez Moody's qui travaille au 48ème étage de l'immeuble de l'agence de notation ne sait même pas où est la Slovaquie. Il travaille sur des statistiques ... Peut-il être plus compétent que le Conseiller économique qui est sur place ? Le seul problème est que les jeunes garçons et filles, énarques pour la plupart, qui sont à Paris à la direction du Trésor et qui lisent tous les jours les rapports des agences de notation, négligent les rapports du chef de la mission économique sur place parce que ce n'est pas « tendance » ...

Revenons à l'euro : lors de la constitution des équipes de la BCE, on a accepté, en 1998, que le chef économiste et que le directeur des activités financières soient deux Allemands parce que, dans l'accord qui avait présidé à la création de l'euro, le modèle retenu par le Conseil européen était celui de la Bundesbank (Buba) dont le fonctionnement est basé sur le respect de décisions fédérales, alors que chez nous, la Banque de France, créée par Napoléon, est nationale.

Ce sont donc deux visions de l'utilisation de l'argent, et surtout de la création monétaire. Vérité à l'Est du Rhin, erreur au-delà, pour paraphraser le dicton cher aux Pyrénéens. Mais le système européen exige des Chefs d'Etats français et allemand un dialogue permanent.

Or ce dialogue a été rompu dès 2007, pour des raisons d'incompatibilité d'humeur entre les deux fortes personnalités qui occupaient les deux postes.

Un exemple : après être resté six mois sans la voir, notre président s'est rendu chez Madame Merkel pour lui dire : *« C'est un peu comme le jeu télévisé d'autrefois, tu es la tête et moi les jambes et Madame Merkel de lui répondre : mais non, tu es la tête et les jambes et moi je suis la banque »*.

En effet, dans le système fédéral européen, les réserves de la BCE sont garanties à 30 % par la Buba alors que nous, Français, nous n'en garantissons seulement que 17 %. Avec les Belges, les Hollandais et les Luxembourgeois, on dépasse donc juste 51 %. Or, lorsque les décisions sont prises à la BCE, la conséquence est immédiate puisque c'est chacun des pays, à due concurrence de la garantie qu'il amène sur la valeur des monnaies, qui est responsable de la bonne fin des opérations.

D'où l'intitulé de l'exposé : *« L'euro, crise de croissance ou psychodrame ? »*. C'est en fait les deux. Si on avait voulu faire évoluer la BCE avec la croissance et la demande d'euro, on ne pouvait le faire qu'en augmentant les réserves en dollars et en yens. On ne pouvait pas le faire en euro, monnaie commune et pas en rouble ni en yuan qui ne sont pas convertibles.

L'un des rôles des réserves est de permettre à l'Institut d'émission d'avoir en permanence des devises émises par des pays qui sont à la fois nos clients et nos concurrents. Le système mondial est donc étroitement imbriqué et c'est normal. En réalité, les banques ne font qu'acheter de l'argent pour le revendre avec une marge bénéficiaire. Les banques disposent soit de l'épargne des gens qu'elles rémunèrent à 2,50 %, soit de l'argent emprunté à 1,50 % à la BCE qu'elles revendent avec une marge de 1,75 à 2 %

Ce système bancaire ne fonctionne que parce qu'il y a des règles admises par tous grâce aux accords signés en Suisse, à Bâle et qui ont évolués au fil du temps. Ces accords précisent que la banque prêteuse ne peut pas s'engager auprès de ses clients si elle n'a pas, dans ses réserves, au moins 8 % en dépôt sur ce qu'elle prête.

Si la Banque prête 100, elle doit avoir au moins 8 dans sa caisse. Actuellement, on a renforcé ce ratio, le ratio « Cook » qui est passé à 9 %.

Aujourd'hui, quel sont les problèmes majeurs ?

- ▶ Il y a d'abord le fait que Madame Merkel devrait accepter que la BCE passe du statut d'institut d'émission avec de faibles réserves qui restent dans les caisses des banques centrales de chacun des 17 Etats membres de l'eurozone, à un statut de banque émettrice d'emprunts.
- ▶ Ensuite, il faudrait que la Chine joue le jeu, c'est-à-dire qu'elle accepte que sa monnaie soit cotée. C'est pour cela qu'il y a en ce moment, parallèlement aux discussions autour de la BCE, une mission française destinée à faire accepter aux Chinois de faire coter leur monnaie sur le marché mondial. En

effet, les Chinois ont des réserves énormes en euro et en dollars, alors qu'il n'y a pas de réciprocité. Ils fixent eux-mêmes la valeur de leur monnaie par rapport au dollar, et sont dans une situation de « dumping » monétaire.

L'ennui est que personne en Europe du Nord ne veut de la création des « eurobonds » bons du trésor européen, notamment les Allemands qui disent que s'il y a des pays en défaut de paiement, ce sera la BCE qui devra alors éponger leurs dettes. Evidemment, la Grèce en est un exemple. Les Grecs sont des commerçants redoutables depuis la plus haute Antiquité. On les a fait entrer dans l'UE parce que Giscard y tenait absolument. C'est un pays qui, depuis des siècles, a peur de la Turquie et, de ce fait, a développé l'armée la plus importante de la Méditerranée. 5 % de son PIB disparaît dans l'achat de matériel militaire américain. Ils sont entrés dans une monnaie trop forte pour eux et se sont surendettés en créant des bons du trésor grec libellés en euro.

Il en va de même avec les Polonais. Le 4 mai 2004, ils signent l'entrée dans l'UE, le 8 on leur ouvre un crédit et 6 jours après, ils achètent 40 F16 et 2000 chars Abrams américains pour 4 milliards de dollars, alors qu'ils s'étaient engagés à acheter du matériel « européen ».

- 3 La crise actuelle

Jean-Claude Trichet a déclaré : « *La petite structure oligopolistique des agences financières n'est pas souhaitable. Il est clair qu'il y a un élément de procyclicité inhérent aux agences de notation qui n'est pas optimal* »(3) *En français vulgaire, cela signifie : « Les enfoirés qui travaillent dans les agences de notation, qui sont tous stipendiés par les banques devraient être interdits d'exercer leur métier ! »*

Deux de ces agences sont américaines, et la troisième est basée à Londres, même si elle appartient à un groupe financier français (FIMALAC). En France, nous avons un outil sérieux qui est la COFACE, dont personne ne parle jamais, constituée par des spécialistes qui savent mesurer les risques avec l'aide des membres français de la mission économique qu'ils rencontrent régulièrement sur place ou à leur siège parisien.

Par exemple, j'ai pu faire garantir par la COFACE un projet de construction d'une sucrerie en Anatolie pour un montant de 200 millions d'euros pour une coopérative turque, qu'ils ont remboursés en deux ans, alors qu'à Paris, tout le monde ignorait son existence. Rien ne vaut la connaissance du terrain.

Cette connaissance est fondamentale en commerce international, mais en ingénierie financière, les élèves de Polytechnique qui suivent les cours du Professeur Nicole El Karoui sur les produits dérivés ignorent tout de la réalité de l'économie. Ceux qui ont théorisé l'industrie financière sont désormais avec les spéculateurs, parmi les plus grands perturbateurs du système économique mondial.

Au cours des deux dernières années, nous n'avons pas eu de chance dans les relations franco-allemandes Helmut Kohl et François Mitterrand savaient dans quelles difficultés nous étions. Bertrand Motte, dont je fus le secrétaire, était sorti du stalag en 1945 pesant 42 kilos. Il n'avait aucune envie que cela continue à se passer mal avec les Allemands. Ils sont passablement rigides mais ont une formation intellectuelle économique basée sur le capitalisme rhénan, celui de Schumpeter et de ses successeurs, qui basent la répartition des richesses entre le capital et le travail et le fait que les ouvriers doivent être protégés par l'entrepreneur car ce sont aussi des consommateurs. C'est une conception très différente de celle de l'école de Chicago de Milton Friedman.

Quand on pense que celui-ci a eu le prix Nobel d'économie, comme le Français Maurice Allais ! Ce dernier était dans le droit fil de la pensée de Jacques Rueff. Maurice Allais expliquait que, dans toute l'histoire de l'humanité, il n'y a jamais eu plus de 2 % de croissance par an. Lorsqu'un pays fait 7-8 %

par an, c'est que c'est du rattrapage par rapport à la norme des pays qui sont dans la même aire économique. Ce qui fait avancer l'économie mondiale, ce sont les nouvelles inventions qui apportent de nouveaux produits.

Actuellement, l'économie mondiale a un problème de saturation du système lié au fait que tous les pays ne sont pas au même niveau. En Chine, il y a 300 millions d'habitants qui sont proches du niveau de vie européen. Le milliard de chinois qui aimerait y accéder en est empêché par l'Etat. Pour donner un nouveau souffle à l'économie mondiale, il faudrait que les dirigeants chinois acceptent non seulement la convertibilité de leur monnaie, mais aussi de lâcher du crédit à l'intérieur de leur pays pour pouvoir absorber une part plus importante de leur production. Or, actuellement l'essentiel de la production est dirigée vers l'exportation.

Face à la modification de la donne, il faut changer l'outil monétaire. La crise de l'euro est une crise de croissance. Il faut accepter de changer les statuts de la banque européenne et d'en faire une vraie banque centrale. Or, depuis 1945, les Allemands surveillent étroitement la masse M3, c'est-à-dire celle des crédits à la consommation qui doit permettre aux banques de faire circuler l'argent. Ils ont donc transféré cette politique restrictive sur l'euro, et ceux qui vivent à crédit, comme les Grecs, sont hors d'état aujourd'hui de rembourser.

Tous les observateurs s'accordent sur l'idée que si on avait réglé le problème des Grecs il y a trois ans, on aurait dépensé 50 milliards d'euros. Maintenant, il en faut 150. Cette difficulté est relativement modeste pour les grandes banques françaises, dont l'exposition au risque grec représente moins de 1 % de leurs réserves.

S'il y a une décote de 50 %, cela fera pour chacune de ces banques 0,5 % de leurs réserves en bons du Trésor. Ce n'est rien, contrairement à ce que disent la plupart des économistes télévisuels qui dramatisent gratuitement la situation.

On parle de défaut de l'Italie alors que la dette italienne est détenue à 90 % par les Italiens. En France par contre, c'est plus inquiétant parce que 50 % de notre dette en bons du Trésor a été achetée par des institutions financières étrangères.

Chacun des pays désignés par le sigle odieux de PIGS ont chacun un problème spécifique. La fortune de l'Irlande a tenu à une seule chose : on les a autorisés à faire, pendant vingt ans, un dumping fiscal à l'aide de zones franches où on montait des ordinateurs américains que l'on exportait vers l'Europe sans droits de douane. Le niveau de vie a augmenté jusqu'à rejoindre presque celui des autres pays européens. En 2004, le niveau de vie étant le même qu'en Europe continentale, la Commission Européenne leur a demandé de supprimer ces avantages fiscaux, qui devenaient de la concurrence déloyale. Non seulement ils n'ont rien écouté, mais ils se sont lancés dans une incroyable spéculation immobilière qui a conduit au naufrage des banques irlandaises. Celles-ci ont été recapitalisées, mais, après la crise, parce qu'ils n'acceptaient pas la nouvelle fiscalité, les Américains sont allés faire monter leurs ordinateurs en Pologne. Actuellement, la situation du pays s'améliore peu à peu mais sa prospérité relative des années 90-2000 n'est pas prête de revenir.

Chez les Portugais, qui ont reçu des aides considérables de l'UE, le coût de la main d'œuvre est devenu tellement élevé que, dès 1990, le français Renault Trucks qui fabriquait des camions, est parti s'installer en Turquie.

Pour sa part, l'Espagne a laissé se constituer une bulle immobilière scandaleuse, ce qui a provoqué le chômage que le pays connaît aujourd'hui : des millions d'appartement construits, sans s'être assuré au préalable que la clientèle potentielle serait solvable. On a vu le résultat.

Mais dans aucun de ces pays n'ont été créées de véritables industries. Or ce qui fait la force d'un pays ce n'est pas le système tertiaire mais la production.

La ré-industrialisation de la France doit être une priorité aujourd'hui. Il y a dix ans, 28 % de nos emplois étaient dans l'industrie. Aujourd'hui, ce n'est plus que 18 % seulement. Il faut aussi développer les marchés de proximité pour éviter les intermédiaires.

Il est vrai que l'on a une crise monstrueuse depuis maintenant fin juillet-août. On incrimine donc souvent les agences de notation.

Les agences de notation disent des sottises mais pas seulement. Fin septembre, Wall Street s'apprêtait enfin à clôturer à la hausse lorsqu'on a annoncé que le gouvernement grec venait de démissionner. Chute immédiate de 1% de Wall-Street en moins d'un quart d'heure. Parce que les gens s'imaginent que si demain on a un autre gouvernement que celui de Papandréou, cela changera quelque chose à la situation de la Grèce. Bien sûr que non ! Le problème est : « comment prend on en compte la dette de la Grèce, et comment peut-on la répartir sur 30 ans ? »

En Grèce, depuis plusieurs mois, on accuse Angela Merkel de tous les maux alors que c'est une personne sérieuse qui doit rendre compte de ses décisions au Parlement allemand. Mettez-vous à la place des députés allemands ! Croyez-vous que dans leurs circonscriptions rurales, les électeurs les encouragent à payer pour les Grecs ?

Toutefois, depuis plusieurs mois, il y a eu des avancées positives. Jean-Claude Trichet a obtenu, après le départ de Jürgen Stark directeur de la Bundesbank qui s'y opposait, que les emprunts à taux fixe soient maintenant refinancés par la BCE avec des montants illimités, que depuis 2010 elle rachète la dette des Etats sur le programme d'assistance financière et enfin, qu'elle accepte plus d'actifs comme caution. Son successeur, Mario Draghi, conduit la même stratégie.

Jean-Claude Trichet a ainsi remis à son successeur une BCE en bon état, qui aura progressé dans ses prérogatives. Les deux Allemands, qui ont démissionné de la direction de la BCE en juillet, sont exactement dans la même situation que Karl-Otto Pöhl qui était gouverneur de la banque centrale allemande au moment de la réunification.

Il existait alors deux marks. Kohl a réuni les économistes les plus compétents du pays en sollicitant leur avis. Ceux-ci répondirent qu'un Deutsch Mark de l'Ouest valait 4 Deutsch Mark de l'Est et qu'il fallait imposer ce taux de change. Kohl a répondu qu'on ne pouvait politiquement pas le faire car cela allait ruiner les plus pauvres des 17 millions d'Allemands de l'Est donc les maigres économies seraient divisées par quatre, et qui du coup, se précipiteraient à l'Ouest.

Helmut Kohl décréta qu'il y aurait parité. Karl-Otto Pöhl, directeur de la Buba, affirma qu'il ne serait jamais le Gouverneur qui accepterait un tel taux de change. Kohl lui répondit : « Si c'est ainsi, vous n'êtes plus le Gouverneur de la Buba. Votre démission est actée ! » C'était une décision politique.

Sarkozy et Merkel se sont donc revus à Berlin en octobre et ont pris la décision d'agir. Ceci a consisté, pour les Etats, à racheter les titres des banques, de les faire garantir par les banques centrales et les revendre plus tard lorsque la crise serait terminée.

Cela s'est déjà produit en 2008.

Les grands acteurs de tout ce désordre sont ceux qui ont acheté à découvert, distribué les rumeurs, ameuté les journalistes, ont circonvenu les agences de notation, ont fait effondrer les titres des

banques pour les racheter maintenant, massivement, et qui, dans six mois, revendront 40 euros ce qu'ils viennent d'acheter 20 euros.

L'idée d'Union européenne était magnifique et celle de la monnaie unique était la seule et unique façon il y a 20 ans de créer une intégration forte.

C'est maintenant notre monnaie et il n'est pas question de l'abandonner.

Madame Merkel a été longue à convaincre mais il semble que ce soit fait. On va repartir sur des bases neuves. On peut espérer cependant qu'on ne va pas écrire encore un texte de deuxième main qui s'éloigne trop des propositions de la Convention européenne que présidait VGE.

Chirac a fait l'erreur majeure en 2005 de faire un référendum, qu'il a perdu, sur les institutions européennes.

En 2007, j'avais écrit pour le journal « Le Monde », un point de vue, intitulé : « Il faut ratifier ». Mais il fallait le faire tout de suite par le Parlement, en septembre, pour ensuite refondre l'ensemble du système monétaire européen, ce qui permettait de modifier les statuts de la BCE sans réunir tous les parlements de l'UE, et qu'on n'ait plus besoin de l'unanimité au Conseil Européen, mais seulement de la majorité qualifiée.

Malheureusement, on a fait le traité de Lisbonne qui est à peu près le même texte que celui rejeté, mais on a perdu deux ans. Or, en économie comme en politique, le temps perdu ne se rattrape plus. Il faut agir vite.

Par exemple, lorsqu'Antoine Pinay a été nommé président du conseil en 1952, il a pris aussi le portefeuille des finances et a fait venir tous les directeurs du Ministère des Finances pour leur expliquer ce qu'il attendait d'eux. La plupart ont répliqué que ce qu'il demandait n'était pas possible. Il leur a alors demandé leur démission immédiate. Ils sont rentrés dans leurs bureaux et se sont mis au travail.

Même chose avec Raymond Barre qui, lorsqu'il a été nommé Premier Ministre, a exigé d'être aussi ministre des finances. Lorsqu'il a quitté ses fonctions en 1981, l'Etat français avait voté le budget à l'équilibre. Ce fut la dernière fois.

Nous avons aujourd'hui une situation dramatique : comme nous n'avons pas réglé la question dès 2007, nous avons laissé filer le déficit pour faire du social, et nous avons pulvérisé notre respect du pacte de stabilité. Le déficit budgétaire était de 40 milliards d'euros en 2007. Il est passé en 2010 à 148 milliards. La dette totale de l'Etat atteint 1.700 milliards, et atteindra en 2013 les 100 % du PIB, alors que le Pacte de stabilité le fixe à 60 % maximum.

Il faut donc s'attendre à perdre très vite notre notation triple A.

Question de Jean Aubouin : certains Français critiquent la mondialisation dont pourtant les résultats sont spectaculaires car ils ont sorti la moitié de l'humanité du sous-développement. La France est malade surtout d'avoir été désindustrialisée. Elle était, en 1970, à peu près au niveau de l'Allemagne et n'en est plus qu'à peine plus de la moitié. Ceci parce que beaucoup de gens ont promu l'économie tertiaire menée par la consommation, reprenant la pensée de Keynes que l'on peut considérer comme étant un des grands malfaiteurs de la pensée économique.

Le bon ordre ce n'est pas la Consommation puis la Production, mais l'inverse. On prête à Henry Ford d'avoir dit, aux temps anciens de l'industrie automobile :

- 1) *je veux fabriquer des voitures qu'achèteront mes ouvriers,*
- 2) *je veux payer mes ouvriers pour qu'ils puissent acheter mes voitures*

Le bon ordre y était : Production puis Consommation.

En France, on fait l'inverse. Par exemple, nous venons d'interdire la recherche sur les gaz de schiste. C'est pourtant une éventuelle source de Production en amont d'une Consommation pour l'instant assurée par les importations.

D'autre part, que pensez-vous du degré d'acceptation sociale de ce qui va être nécessaire ? Pour moi, les Français sont simplement des Grecs en pire et je m'inquiète de savoir ce qu'ils feront lorsque l'on parlera enfin de la vérité économique. Je crains que l'on retrouve les chemins invraisemblables de l'Histoire de France.

Jean-Antoine Giansily : on est bien conscient de ce qui va se passer, qu'on va aller vers des années extrêmement difficiles. J'en ai parlé avec un ami que j'aime bien : François Bayrou. Je lui ai dit : « *Tu es candidat, mais sais-tu que tu vas être confronté à la pire des crises ?* »

Si on veut remplir les critères du retour à une situation de non endettement, il va falloir sabrer dans les budgets sociaux. Le déficit tient évidemment à la perte d'une partie de notre industrie, mais aussi au fait que les collectivités locales sont devenues d'immenses machines à redistribuer les aides sociales dont l'Etat s'est débarrassé. Elles sont aujourd'hui à saturation. Voyez déjà ce que vous payez comme taxes foncières et d'habitation !

Aujourd'hui, les collectivités et l'Etat prélèvent plus de 56 % des revenus ; les Allemands en sont toujours à 40 %. La différence de productivité est liée au volume des prélèvements. Ce n'est pas la suppression de quelques niches fiscales qui va réduire le déficit. Actuellement, le montant du remboursement annuel de la dette est le premier poste du budget, avant l'Education nationale et la Défense.

Celui qui sera élu en 2012 aura devant lui une situation terrifiante qui peut évoluer rapidement vers une crise violente comme vous le redoutez.

- (1) « Libéraux et européens » - Propositions des Indépendants pour l'Europe - Rapport préparé par Jean-Antoine Giansily et présenté par le Président Bertrand Motte, adopté à l'unanimité par le Comité directeur du CNI le 21 février 1979.
- (2) « Le Monde de l'Economie » du mardi 20 septembre 2011.
- (3) « Le Point » du 12 juillet 2011

Question posée le mois suivant, le mardi 8 novembre 2011. Que va-t-il se passer au sujet de la Grèce ?

Réponse J-A G :

Nous sauverons inévitablement la Grèce, car son problème est plus affectif et psychologique que financier, puisque la dette est minime par rapport aux masses financières en jeu. Mais je suis convaincu que ce pays ne pourra pas conserver l'euro comme monnaie au-delà de ce sauvetage.

Nous avons alors évoqué les raisons de l'entrée de la Grèce en Europe, puis dans l'euro, et je vous avais expliqué que c'est Valéry Giscard d'Estaing qui en portait une grosse responsabilité, alors que ses motivations m'avaient toujours parues assez obscures.

Voici les bonnes explications : les meilleures, puisqu'elles sont de VGE lui-même et datent de la semaine dernière.

Les commentaires sont de Ferdinando Ricciardi, l'éditorialiste de l'importante Agence « Europe » de Bruxelles, qui fait autorité en la matière.

« Grèce : VGE avait bien compris. Enfin ! Je peux à présent m'appuyer sur Valéry Giscard d'Estaing (protagoniste essentiel en son temps de l'affaire hellénique) pour souligner l'exigence de ne pas confondre la double situation de la Grèce : État membre de l'UE d'un côté, pays de la zone euro de l'autre. Combien de fois on mélange les deux, en jetant l'opprobre sur les institutions communautaires et sur les autorités nationales, accusées de vouloir chasser de l'UE le berceau de la civilisation européenne !

En fait personne n' imagine même de loin un crime de ce genre : la Grèce restera dans l'UE de toute manière et y bénéficiera de soutiens accrus. VGE est celui qui a voulu son adhésion, mais qui ensuite a considéré comme « une grave erreur » le feu vert à son entrée dans la monnaie unique.

Son entretien de la semaine dernière avec un journaliste du Monde est très clair et explicite. VGE a signé le 28 mai 1979, en tant que président en exercice de la Communauté européenne (c'était le nom de l'UE à l'époque), l'acte d'entrée de la Grèce, après s'être battu en ce sens pour des raisons de principe, même si certaines conditions n'étaient pas entièrement remplies : « Le pays était désorganisé, sa démocratie n'était pas encore solidement établie, il n'avait aucune frontière commune avec d'autres États membres ; les réticences dans les institutions et les capitales étaient nombreuses. » Mais pour VGE, la décision était politique : « La Grèce était synonyme de culture ; l'idée qu'elle soit laissée à la porte de l'Europe était insupportable. » Toutefois, quelques années plus tard, « la décision de faire participer la Grèce à la monnaie unique était une grave erreur ».

Comment y remédier ? « Reste la solution de la **sortie de l'euro, qui ne signifie pas du tout une sortie de l'UE**, comme on le dit à tort à Bruxelles. Retourner à la drachme c'est faisable, même si c'est sans doute difficile.

La Grèce retrouverait ainsi le droit de dévaluer sa monnaie. Comment faire pour qu'elle renoue avec la croissance ? Les mesures mises en œuvre ne vont pas dans ce sens. »

Conclusion : « La Grèce représente 1,3 millièmes de la population mondiale. Il n'y a aucune raison d'en faire une affaire planétaire. » Une manière de dire, avec **l'œil tourné vers le monde de la finance, que les complications sont en partie artificielles.** (FR)